

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

9 AU 15 SEPTEMBRE 1993

N° 923

10,00 F



Israël-Palestine la paix obligée !

E DITORIAL

L'antifascisme révolutionnaire est-il soluble dans la social-démocratie ?

Les sociaux-démocrates en perte de vue des résultats des législatives de mars 1993, semblent largués en bien des cas. Et Mitterrand à l'Elysée, ne constitue pas une garantie qu'il y ait encore une « gauche » en France. Aussi, pour se redonner quelques raisons d'exister, voilà que nos derniers militants PS, flanqués à l'occasion de divers gauches et autres radicaux (à la Tapie), s'emploient à rêver d'un front de progrès contestant la droite et ferrailant avec l'extrême droite.

Concrètement, le PS défile en faveur des mal-logés, là où il le peut. Déplacé, lorsqu'on sait combien les gouvernements « socialistes » d'hier firent bien peu de cas du problème.

La grande presse « progressiste » semble découvrir de curieuses collusion entre le PCF et l'extrême droite. L'histoire, pourtant, n'a pas été avare de ces regroupements douteux. Peut-être que le PS et ses amis espèrent, aujourd'hui, pouvoir convier le ban et l'arrière-ban de l'antifascisme révolutionnaire à une éventuelle grand-messe anti-conservatrice, une de ces grand-messes, dont Joxe, ministre de l'Intérieur lors de l'affaire de Carpentras (dépredations non-éclaircies d'un cimetière juif, donnant l'occasion d'un battage médiatico-policié), avait le secret.

Que la « gauche » n'aille pas s'illusionner. Ses conceptions « démocratiques » ne sont pas celles des libertaires. L'hypocrisie bourgeoise (de la gauche caviar en premier lieu) en matière de leçons « droit-de-l'homme » est trop bien connue. « Socialistes », radicaux de « gauche », flanqués d'apparatchiks PC, ont favorisé, depuis 1981, l'émergence du FN et le retour de la droite aux affaires par des mesures anti-sociales conduisant à l'aggravation de la crise économique, à l'exclusion des pauvres et des immigrés (que l'on se souvienne des accords de Schengen). Aussi, point d'une quelconque naïveté libertaire à chanter les louanges d'une société capitaliste « libérale », fondée sur les inégalités sociales que l'on sait.

La radicalité anti-étatiste libertaire ne peut se satisfaire de la « dictature démocratique » (l'intérêt de l'Etat... bourgeois) d'un Joxe ou d'un Rocard, conduisant à la trahison des idéaux socialistes, nés au siècle dernier.

LES RÉCENTS développements des relations israélo-palestiniennes, aboutissant à une forme d'autonomie dans la bande de Gaza, sont présentés comme une grande avancée, aussi bien par les médias que par les autorités israéliennes et l'OLP. Mais la seule véritable nouveauté dans l'affaire est qu'un accord a été obtenu par une négociation directe entre l'OLP et le gouvernement israélien.

L'OLP était présentée par les gouvernements successifs d'Israël, comme le grand diable terroriste qu'il ne fallait à aucun prix reconnaître, et avec lequel il était exclu de négocier. La « centrale d'Arafat », comme on dit, n'était même pas autorisée à apparaître en tant que telle dans les négociations commencées à Madrid au lendemain de la guerre du Golfe, ce qui était parfaitement hypocrite puisque personne n'ignorait que les négociateurs étaient en contact permanent avec la direction de l'OLP, basée à Tunis.

Une faible majorité du gouvernement israélien était favorable à des contacts directs avec Arafat, aux conditions suivantes :

— 1. La totalité de Jérusalem reste sous le contrôle israélien pendant les cinq années d'autonomie palestinienne ; ce n'est que lorsque les négociations aborderont le statut final des territoires occupés que l'avenir de la ville sera négocié ;

— 2. La juridiction sur les colonies juives dans les territoires occupés ne sera pas sous le contrôle palestinien ;

— 3. Pendant la période d'autonomie, le contrôle sur la sécurité dans les territoires occupés restera entre les mains des Israéliens.

Le ministre de l'environnement israélien rencontra, en juillet, le conseiller d'Arafat au Caire. Les



Gaza, 1986 : Manifestation après la mort d'un Palestinien du Front populaire au camp de Jabalaya.
Photo Christiane Passavant.

officiels israéliens et l'OLP se rencontrent de façon non officielle depuis un bon moment, chacun rendant compte des discussions à ses directions respectives. Le rejet, par Israël, de toute reconnaissance officielle de l'OLP (alors que celle-ci avait reconnu Israël en 1988) n'était que formel, une carte que le gouvernement israélien gardait en réserve en vue de concessions de la part des dirigeants palestiniens. La question est donc : pourquoi maintenant ?

Cela fait des années que les responsables militaires israéliens clament que la bande de Gaza est devenue intenable — c'est là, rappellons-le, qu'est née l'Intifada. Cette étroite bande de terre surpeuplée de réfugiés palestiniens, sur laquelle de surcroît des colonies israéliennes se sont accaparées les meilleures terres, était devenue un cauchemar pour l'occupant. Sa « restitution », très partielle et avec bien des conditions, équivalait à se débarrasser d'un problème insoluble plutôt qu'un geste de bonne volonté politique.

On avait d'un côté les Palestiniens de l'intérieur, vivant dans des conditions effroyables, et la direction de l'OLP en exil. Entre les deux, les négociateurs palestiniens de l'intérieur, ceux qui avaient le droit de se montrer. Les Palestiniens de l'intérieur, et en particulier ceux de la bande de

« Cela fait des années que les responsables militaires israéliens clament que la bande de Gaza est devenue intenable... »

Gaza, échappaient peu à peu à l'influence de l'OLP — ; l'influence du groupe fondamentaliste Hamas se développait progressivement sur le terrain de la misère et de l'oppression. A cela, il faut ajouter la fronde d'un certain nombre de négociateurs des territoires occupés : trois délégués aux négociations de paix, et pas les moindres, ont menacé de démissionner. Il a fallu une vigoureuse réaction de Yasser Arafat pour qu'ils reviennent sur leur décision.

Enfin, l'OLP se trouve dans une situation financière très critique : le

soutien des monarchies pétrolières lui fait défaut depuis la guerre du Golfe.

En résumé : défection progressive des masses palestiniennes, opposition de leaders de l'intérieur et problèmes de trésorerie, poussent la direction de l'OLP à accumuler les concessions. A cela s'ajoute l'acharnement d'Arafat à obtenir la reconnaissance officielle, qui est la seule condition qui puisse faire de lui (et de son entourage) un acteur dans le futur Etat palestinien. Ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est la tentative d'Arafat d'assurer sa survie politique à tout prix alors qu'il est de plus en plus contesté par la masse des Palestiniens, et pas seulement les fondamentalistes. C'est aussi la tentative du gouvernement israélien de se garantir un interlocuteur dans une situation où précisément la tendance est à la remise en cause de la politique de la direction de l'OLP. Arafat et Rabin ont tous deux intérêt à ce que ce ne soit pas un soulèvement populaire dans les territoires occupés qui orientent les négociations. R.B.

Achetez « le Monde libertaire » hors-série LÉO FERRÉ
en vente en kiosque au prix de 15 F

EDUCATION LIBERTAIRE
« BONAVENTURE
C'EST PARTI ! »
P. 2

T2137 - 923 - 10.00 F



F°P. 2520

ÉDUCATION LIBERTAIRE

Bonaventure c'est parti !

UN AN de conférences, rencontres, discussions, débats, un an de péripéties, obstacles, tensions, imprévus et enfin, ce 9 septembre, sept enfants de trois à neuf ans, une institutrice, un animateur et une animatrice, quelques familles et un petit réseau de sympathies, de soutien et d'amitiés vont tenter l'aventure du centre d'éducation libertaire Bonaventure.

Bonaventure : une petite république d'enfants et d'adultes, un espace d'apprentissages sociaux (éducation à la liberté, à l'égalité, à

l'autogestion, à la citoyenneté et à l'entraide), scolaires (transmission de savoirs, acquisition de méthodes permettant de s'autonomiser dans l'accès aux savoirs, accompagnement dans la construction des savoirs) et culturels (initiation aux arts, aux sports, aux activités manuelles...), le tout au sein d'une petite maison, d'un bout de jardin, d'un budget mensuel de 10 500 F, de cinq familles et trois cents adhérents à l'association Bout d'ficelle...

Pas si mal, pourtant, pour démarrer un centre d'éducation

libertaire qui prétend démontrer qu'en initiant les enfants aux notions de la liberté, de l'égalité, de l'autogestion, de l'entraide, de l'autonomie et de la citoyenneté, et en leur donnant les moyens (juridiques, matériels, éducatifs...) de vivre cette citoyenneté, leur permettra de mettre tant de désir et de sens dans leur vie et leur scolarité, que rien ni personne ne pourra plus ensuite les leur voler.

ce désir d'apprendre et favoriser le libre développement et le libre épanouissement de l'enfant... Et ceci, entre autres, par des projets d'enseignement des matières dites traditionnelles élaborés à partir des désirs exprimés des enfants, par la participation active de ces enfants à la vie institutionnelle (dans le cadre de conseils d'enfants, d'assemblées générales hebdomadaires...) et la participation à la gestion du centre (cours, confection des repas, entretien des locaux...), par des voyages ou séjours dans différentes structures alternatives (éducatives, économiques, agricoles, culturelles, sociales...) organisés en fonction des projets pédagogiques...

Mais Bonaventure, tout en se posant clairement comme alternative éducative et scolaire, n'est pas sans ignorer que les dires et les agirs pédagogiques anti-autoritaires ne peuvent à eux seuls changer significativement la réalité pédagogique, scolaire et éducative. Aussi, plutôt qu'une énième expérience éducative libertaire évoluant au rythme de l'illusion pédagogique ou (et) du plaisir solitaire, Bonaventure se veut partie prenante d'une toute autre aventure : celle collective et sociale de toutes celles et tous ceux qui sont déterminés — partout où cela est possible — à mettre tout de suite en actes des alternatives libertaires, mais qui savent que c'est seulement à l'occasion d'une rupture avec le système sociétaire existant que l'aventure pourra véritablement commencer et prendre tout son sens.

Une petite république d'enfants

Pas si mal, en effet, pour la concrétisation d'une rébellion contre toutes les logiques de la résignation à l'acceptable et à l'intolérable, d'une insurrection contre la famille patriarcale et son triangle des Bermudes oedipien, contre l'Etat et ses robustes certitudes, les Eglises et leurs chèques en blanc sur l'au-delà, l'Ecole et ses promesses d'égalité de chances jamais tenues, la division sociale et son zoo de fauves et de moutons, l'exploitation et l'oppression de l'être humain par l'être humain... tout cela qui concourt à faire de l'enfant un objet d'éducation, et de l'éducation un dressage, tout cela, en fait, qui s'oppose (explicitement ou implicitement) à ce que l'enfant puisse devenir librement sujet et acteur de sa propre éducation, et qu'il puisse choisir, et avoir les moyens de choisir, sa propre vie...

Pas si mal, mais si peu, pour un projet d'éducation libertaire qui prétend éviter aux enfants d'aller se faire couper les ailes dans les abattoirs-abrutissoirs de la scolarité ordinaire, pour une école qui se veut donner l'envie d'apprendre, accompagner

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe
 Dépôt légal 44 145 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — La Vigie
 Diffusion SAEM
 Transport Presse

Radio Libertaire - Paris (89.4)

SAMEDI 11 SEPTEMBRE

22 h - 24 h

l'émission

« Histoire sociale » du secrétariat « Archives » de la FA reçoit

Gaetano Manfredonia, auteur d'une étude sur Luigi Fabbri, à paraître aux éditions du Monde Libertaire.

Le Monde libertaire SOUSCRIPTIONS MENSUELLES

AVRIL
 Aubel : 60 F ; Dondon J.-Y. : 60 F ; François J. : 60 F ; Florentin M. : 60 F ; Goasdoué R. : 60 F ; Le Guyader J.-P. : 60 F ; Wappler B. : 60 F.
 TOTAL : 420 F.

MAI
 Bardon H. : 110 F ; Benjua M. : 500 F ; Bouzin P. : 60 F ; Calendini : 60 F ; Collart J. : 210 F ; Dupin S. : 60 F ; Ferreira M. : 60 F ; Hesto P. : 60 F ; Lasfargues A. : 60 F ; Lenoir H. : 60 F ; Margarit S. : 60 F ; Mouchot : 60 F ; Musset : 60 F ; Patillon C. : 60 F ; Rémon J.-D. : 60 F ; Tardel J.-P. : 60 F ; Vignessoule M. : 210 F ; Vigal T. : 60 F.
 TOTAL : 1870 F.

JUIN
 Baudet G. : 60 F ; Beauvils : 60 F ; Bernard L. : 30 F ; Bigot N. : 60 F ; Domingo : 60 F ; Duse : 10 F ; Dutartre J.-L. : 60 F ; Estorgues S. : 60 F ; Fauvele : 60 F ; Garcia A. : 190 F ; Grégoire J. : 110 F ; Jacquet P. : 60 F ; Labarre J. : 60 F ; Gadona : 60 F ; Millot G. : 310 F ; Millot : 110 F ; Nouyrigat : 60 F.
 TOTAL : 1420 F.

JUILLET
 Ababousse : 60 F ; Aspe Y. : 60 F ; Bolufer J. : 30 F ; Bouey P. : 60 F ; Lacroute J. : 160 F ; Lemire : 60 F ; Gamard P. : 60 F ; Martin : 60 F ; Pantalès R. : 60 F.
 TOTAL : 640 F.

AOÛT
 Carette : 60 F ; Legois J.-J. : 60 F ; Gagne : 60 F ; Renard : 110 F ; Royerd : 60 F.
 TOTAL : 350 F.

TOTAL GÉNÉRAL : 4700 F.

Des livres et du matériel pédagogique pour Bonaventure !

Par manque d'argent, Bonaventure a désespérément besoin de livres, de dictionnaires (français, français/anglais, français/espagnol...), d'encyclopédies, de diapositives, de cassettes (audio, vidéo), de magnétophones, de rétroprojecteurs, de téléviseurs, de photocopieurs, de duplicateurs, d'ordinateurs, de logiciels pédagogiques, de jeux éducatifs, de jouets, de feutres de crayons, de pinceaux, de petit matériel de bureau, de matériel de bricolage...

Alors, si vous disposez (en abondance ou en surabondance) de livres, dictionnaires..., n'hésitez pas. C'est peu dire que vos dons, vos prêts... seront les bienvenus au Centre d'éducation libertaire. Merci d'avance.

Association éducative, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17 190 Saint-Georges-d'Oléron. Tél : (16) 33/46.76.73.10.

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot
 75011 Paris.
 Tél. : (1) 48.05.34.08.
 FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays
 A partir du n° (inclus).
 Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Membre actif du mouvement social libertaire

De ce point de vue, et cela explique le choix d'une propriété et d'une gestion collective, de la laïcité, de la gratuité, d'un financement social, d'une recherche de convergences avec d'autres alternatives anti-autoritaires de tout type évoluant à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions... Bonaventure se pose clairement comme membre actif d'un mouvement social libertaire. En ce sens, par delà les conclusions pédagogiques et éducatives qui se dégageront de sa pratique (élaboration de techniques et méthodes pédagogiques), Bonaventure se place délibérément sous le signe de l'introduction... à un changement social.

D'après l'équipe de Bonaventure

MESURES GOUVERNEMENTALES

La facture Balladur

ÉTRANGE PARADOXE : les Français, depuis juillet, paient plus cher leur essence, leur tabac, leurs timbres, leurs cotisations sociales... et le premier responsable de ces augmentations, Edouard Balladur, caracole dans les sondages d'opinion ; sa popularité atteint des sommets entre 60 et 70% de Français satisfaits de sa politique. Les Français seraient-ils devenus masochistes ? Les instituts de sondages ne leur ont pas posé la question ?

« Les Français ont fortement intégré les difficultés actuelles, ils n'attendent donc pas grand-chose de l'action politique en général », déclarait dans *Libération* du 3 septembre Jérôme Jaffré de la SOFRES. En effet, pour l'heure, heureux ou malheureux, ils paient... et la facture est salée.

Contribution sociale généralisée (CSG). Elle est passée au 1^{er} juillet de 1,1% à 2,4%. Déductible des impôts, ce prélèvement supplémentaire a pour conséquence de favoriser les hauts revenus.

Essence, timbres, aides au logement... L'augmentation au 1^{er} juillet de la taxe sur les produits pétroliers s'est traduite par une hausse de 33 centimes par litre de super. Les timbres postaux, eux, sont passés de 2,50 F à 2,80 F en vitesse normale et de 2,40 F à 2,50 F en petite vitesse. Les aides au logement (aides personnalisées au logement, allocations) n'ont pas été revalorisées pour la période du 1^{er} juillet 1993 au 30 juin 1994 (l'Etat a fait, là, une économie de 200 milliards de francs). Quant aux alcools, ils ont subi une hausse de 16%.



Salaires. Le SMIC, le ministre du Travail, Michel Giraud, l'avait annoncé fin juin, « ne connaîtrait pas de coup de pouce le 1^{er} juillet, mais seulement la revalorisation prévue par la loi », soit une augmentation limitée à 2,3%. Quant aux fonctionnaires, leurs salaires ont été gelés, et leurs effectifs prévus en baisse pour 1994 (une réduction chiffrée, pour l'an prochain, à 30 000 postes en moins).

Retraites. Fini la retraite à 60 ans. Depuis le 28 août dernier, pour l'obtention d'une retraite au taux maximum, il faudra avoir cotisé 40 ans ou 160 trimestres (contre 150). Bon prince, le décret du 28 août, paru au *Journal Officiel*, prévoit à titre provisoire l'étalement dans le temps de cette mesure, qui n'inter-

viendra pour l'ensemble des classes d'âge qu'au 31 décembre 2002. De même, c'est à partir de 2007 que tous les salariés du régime général verront le calcul de leur retraite basé sur les 25 meilleures années contre 10 années actuellement. Mais le principe est adopté. Chaque année, une classe d'âge verra sa base de calcul s'allonger de plusieurs mois, pour fixer le montant de la dite retraite. Moralité : « Les actifs futurs retraités, qui sont appelés à cotiser plus, et plus longtemps, percevront en final moins » (*Force ouvrière hebdo* du 1^{er} septembre).

Sécurité sociale. Simone Veil, ministre des Affaires sociales, a présenté son « plan de redressement de l'assurance-maladie », le 29 juin. La principale mesure a consisté

à baisser de 5 points, au 1^{er} août, le taux de remboursement des prestations en nature pour les soins en ville. Exemple : restent à la charge de l'assuré 30% des dépenses (au lieu de 25%) pour les frais d'honoraires des médecins, chirurgiens...

Le forfait hospitalier est passé de 50 à 55 F par jour, toujours au 1^{er} août, et sera désormais exigé à la sortie ; pas de crédit pour les guéris ! Dans la même logique, les hôpitaux devraient poursuivre leurs efforts « en matière de rationalisation de la gestion ». En chiffres, cela se traduira par une économie de 3,8 milliards de francs, demandée aux établissements hospitaliers.

Emploi. On connaît les chiffres du chômage. Ils ne cessent de

croître (+ 0,8% en juillet). La barre des trois millions de chômeurs a été franchie depuis bien longtemps. Pour lutter, soit disant, contre ce « fléau », Balladur a demandé à son ministre du Travail de réfléchir tout l'été ! Résultat : le 19 août, Michel Giraud présentait son avant-projet de « loi quinquennale sur l'emploi », qui devait être à l'ordre du jour des rencontres du ministre avec les syndicats le lundi 6 septembre. Suppression des limites légales pour le travail intermittent, annualisation du temps de travail, assouplissement des dispositions relatives au contrat à durée déterminée, développement du travail à temps partiel... C'est avec ces dispositions que les amis du premier ministre veulent combattre le chômage... Les patrons seront heureux de l'apprendre, d'autant que les cadeaux aux entreprises ne vont pas s'arrêter là : subventions accordées aux établissements en cas de chômage partiel, aides pour l'embauche de RMIstes ou de chômeurs de longue durée ou encore de jeunes sur contrats d'orientation payés 30 à 60% du SMIC.

Assurance-chômage. Si Balladur n'est pas responsable directement des conclusions des négociations patrons-syndicats concernant l'UNEDIC, les dispositions de la nouvelle convention arrêtée dans la nuit du 22 au 23 juillet ne sont pas pour lui déplaire. Là encore, l'Etat et les patrons s'en sont bien tirés. Au 1^{er} août, entré en vigueur la hausse des cotisations à l'assurance-chômage de 0,35% pour les salariés et 0,55% pour les employeurs, et quelques autres mesures qu'apprécieront les nouveaux ou actuels demandeurs d'emploi : pour l'allocation unique dégressive, réduction de la durée d'indemnisation au taux normal ; paiement des nouveaux chômeurs différé d'un jour supplémentaire (de 7 à 8 jours)...

Voilà résumées les mesures Balladur dans le domaine économique et social. Mais le triste sire ne s'est pas cantonné à ces secteurs. Aidés par le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, on a pu voir cet été l'intérêt porté aux immigrés par les tenants de la dérive sécuritaire, avec un Balladur comme garant de la bonne tenue de la cohabitation. Là encore, la « facture » va être salée pour tous ceux qualifiés d'étrangers.

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

PARIS : 41, RUE RENÉ-COTY

Un toit, c'est un droit !

Près de 1200 personnes étaient dans la rue vendredi 3 septembre à partir de 18 h 30 devant le 41, avenue René-Coty, dans le quatorzième arrondissement de Paris, ceci à l'appel de l'association Droit au logement (DAL) et de nombreuses organisations politiques, dont l'Union régionale parisienne de la Fédération anarchiste.

En tête du cortège, se trouvaient les 40 enfants des 14 familles expulsés de la Fondation Koppe le 26 août au matin par 200 policiers armés, fondation qu'ils occupaient depuis cinq mois.

L'occupation des lieux avait débuté avec l'aide d'associations et d'un certain nombre de personnalités (chanteurs, hommes de lettres et de science, dessinateurs, artistes divers...), que l'on retrouvait le 3. Parmi elles : Jacques Higelin ; le chanteur de Niagara ; l'évêque Jacques Gaillot ; le professeur Léon

Schwartzberg, Madeleine Ribérioux, présidente de la Ligue des droits de l'homme ; Mouloud Anouit, président du MRAP et les vieux routards du style Krivine, Désir et compagnie. Mais aussi, quelques militants du PS, arborant timidement le poing qu'ils ont foutu dans la gueule des expulsés de la place de la Réunion et autre esplanade de Vincennes, et la rose qui sert à masquer les parfums du scandale permanent. Dans le cortège, pas mal d'autres mal-logés de Paris en attente d'expulsion imminente ou déjà expulsés et non-relogés.

Sur les 200 expulsés de Vincennes, seuls 50 ont été relogés, les autres vivent dans des hôtels, des foyers d'urgence ou des baraques de chantier. Il y avait les banderoles de la rue du Chalet, de la rue des Amandiers et de la rue de la Mare (1).

Un camion, avec des musiciens et une sono, balançait à tout vent, sur l'air de *Un Ti bo doudou* : « Donne-moi un logement, deux logements, trois logements Chichi ! »

Sit-in en haut du boulevard Saint-Michel, près du jardin du Luxembourg où un membre du DAL a lu un message de l'abbé Pierre, dans lequel celui-ci exhortait les Français à ne pas se laisser entraîner par un certain Front indigne et méprisant. Il qualifie l'expulsion d'ignominie et s'insurge contre les policiers armés face à des enfants. Il réclame la réquisition des logements vides et des mesures immédiates pour les sans-abri et les mal-logés.

Une délégation a été reçue par la sous-directrice du Bureau d'Aide sociale de la Ville de... Chirac, et rendez-vous a été pris pour le jeudi suivant avec le Préfet de Paris et l'adjoint au Maire, chargé du logement.

Vers 21 h, place Saint-Michel, la fontaine qui s'y trouve, décorée d'une banderole indiquant : « Réquisition des logements vides », fut illuminée par des feux de Bengales rouges. Puis la manifestation prévue au départ pour marcher sur l'Hôtel-de-Ville s'est dispersée. Mais malgré la satisfaction des organisateurs, rien n'est encore résolu.

Il faut que toutes et tous nous restions vigilants, et surtout prêts à nous mobiliser sur ce problème crucial de mal-logés. La place des anarchistes est aux côtés de ceux qui luttent pour un droit fondamental : celui d'avoir un toit.

Michel (gr. Ubu)
et Laurent (gr. Etoile Noire)

(1) Rue de la Mare où l'expulsion est si imminente qu'à Radio Libertaire, on lance de fréquents appels pour que les auditeurs y passent régulièrement, le placard de démolition étant affiché.

Nouveauté de la librairie
du Monde Libertaire

« LES ENFANTS D'HITLER »
(Enquête sur la nouvelle
peste brune)
YVES MOREAU
ÉDITIONS ARCHEPEL
120 F

Nouvelles du front

ANGERS : DIXIÈME PROCÈS POUR DIDIER BRIAND
LE 24 SEPTEMBRE

L'antimilitariste mayennais Didier Briand, réfractaire au service national, passera en procès pour insoumission le vendredi 24 septembre à 9 h au Palais de justice d'Angers. Vous êtes invités à venir nombreux le soutenir.

UNION PACIFISTE DE FRANCE

L'Union pacifiste lance une souscription en prévision de la sortie aux éditions du Cherche-Midi, début 1994, d'une biographie du pacifiste intégral Jean Gauchon (1911-1986), rédigée par Albert Ratz et préfacée par Denis Langlois. La souscription est de 90 F (au lieu de 120 F à parution en librairie). La commande-souscription, établie à l'ordre de l'Union pacifiste de France, est à adresser à **Rosario Gauchon, 4, rue Abbé-Beulé, 28400 Nogent-le-Rotrou.**

Associations

CLERMONT-FERRAND : EXPOSITION D'AFFICHES ANARCHISTES ET FILM « LA TRUIE QUI DOUTE »

Durant tout le mois de septembre, le bar associatif « La Truie qui doute » organise une exposition d'affiches anarchistes (CNT espagnole en exil et autres sujets) ; par ailleurs, l'association diffusera le mercredi 15 septembre à 21 h 30 le film *La Dialectique peut-elle casser des briques ?* de R. Vienet.

« La Truie qui doute », 4, rue Giscard-de-la-Tour-Fondue, 63000 Clermont-Ferrand.

PARIS : FÊTE POUR UN Puits EN AFRIQUE

L'association « Djimakakor », vous propose une fête le vendredi 10 septembre de 17 h à 2 h au Passage du Nord (13, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris) avec : chorale d'enfants (Les Mosko Kids), groupes espagnol (Color Humano), antillais (Tempo) et zairois (Campo Musicana), Valérie Lagrange, rock (The Popes of the 21st Century), méga boeuf avec des surprises, contes initiatiques africains (Mali), hommage à Léo Ferré, percussions africaines, jonglage, expo-photos et dessins et (sous réserve) boeuf avec Louis Bertignac et Corine Marienneau... Tous les bénéfices de cette fête serviront à construire un puits dans le village de Djimakakor (Sénégal). Entrée : 40 F (avec un thé à la menthe offert).

« Djimakakor », 39, rue de Châteaudun, 75009 Paris. Tél. : 48.74.87.44.

CARRIÈRE DE VINGRAU (PYRÉNÉES-ORIENTALES)
COMMUNIQUÉ DE LA RÉGION MÉDITERRANÉE DE LA CNT-AIT

Les syndicats de la région Méditerranée de la Confédération nationale du travail (CNT-AIT), réunis à Vingrau (Pyrénées-Orientales) le 28 août 1993, réaffirment leur soutien à la lutte du Comité de défense de Vingrau contre l'extension des carrières Omya sur le sol communal.

Ces carrières, non seulement détruiraient un site naturel remarquable, mais, par la pollution qu'elles occasionneraient, abîmeraient de façon irréversible le vignoble, source principale de revenus des habitants de Vingrau.

Contre l'avis de la majorité de la population, Omya (filiale de la multinationale Pluess-Stauffer) envisage de commencer ses travaux très rapidement. Il est donc urgent de se mobiliser. Le Comité de défense de Vingrau, ayant pris en charge ses intérêts, fonctionne en assemblée générale, afin de contrôler et ses actions et ses représentants. En effet, la gestion directe au quotidien permet une réelle démocratie, lorsque les élus montrent leur vrai visage, celui de la forfaiture, et vendent un village aux intérêts marchands.

La CNT, défendant depuis toujours le fédéralisme et l'autogestion, ne peut être que solidaire de la population en lutte, regroupée dans le Comité de défense de Vingrau.

Pour tout contact : CNT-AIT, Union locale de Perpignan, 9, rue Duchalmeau, 66000 Perpignan.

RIS-ORANGIS : FÊTE DU CAES

Les 25 et 26 septembre à partir de 16 h, le CAES organise une fête à l'occasion de ses douze années d'existence. Au programme : théâtre, rock, musique roumaine, chanson française, folk, jonglerie, trapèze, danse... Entrée : 30 F. Pour se rendre au CAES : train gare de Lyon, descendre à Ris-Orangis ou autoroute A6, sortie Ris-Orangis. Le CAES est situé entre la voie ferrée et la Seine. CAES, 1, rue E.-Bonté, 91160 Ris-Orangis. Tél. : 69.43.07.55.

RECHERCHE CINÉMATOGRAPHIQUE

POUR « LE TONNEAU DES DANAIDES » (RAPPEL)

René Hamm recherche, en vue d'un long métrage intitulé *Le Tonneau des Danaïdes*, des documents et témoignages sur le rassemblement de Creys-Malville contre le surgénérat Superphénix des 30 et 31 juillet 1977, l'assassinat de Vital Michalon, la répression policière contre les antinucléaires... Pour toute correspondance, écrivez à René Hamm, 12 avenue des Consuls, 67210 Obernai.

TEE-SHIRT LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Dessiné par Gil. Tailles L et XL.

Prix : 60 F (port non compris). Chèque à l'ordre de Publico.

ALSACE-LORRAINE

Résistance face au racisme

LE COLLECTIF LIBERTAIRE Ne Plus Subir prépare une campagne antiraciste de longue haleine. L'antiracisme semble un thème limité, aux connotations réformistes, un sujet moralisateur loin des préoccupations révolutionnaires. Pourtant, la xénophobie se développe chaque jour, même en des villages qui ne connaissent pas d'immigration. Dans nos régions touchées par l'angoisse de la crise, proches de l'Allemagne, dont les brutalités spectaculaires frappent les imaginations, le problème occupe les têtes.

Certes, depuis l'émergence sur la place publique du Front national, au début des années 80, les bilans des mouvements antiracistes et antiracistes ne sont pas très positifs. Les idées de liberté et de solidarité n'ont pas le vent en poupe. Est-ce une raison pour baisser les bras sur des constats amers ? Dans une récente conférence organisée par le groupe FA de Nancy, Serge Livrozet décrivait les anars comme des « gardiens du feu ». L'image est bonne. Il est des périodes où les libertaires sont réduits à sauver les meubles, à préserver les dernières braises pour que l'idée et l'espoir ne disparaissent pas totalement. Nous sommes sans doute dans une telle période. Mais garder le feu, c'est aussi lancer des brandons là où cela peut s'embraser. Neuf fois sur dix, le nouveau foyer est étouffé, mais la dixième fois, cela peut donner une explosion de liberté. Il serait faux de dire qu'il n'y a pas grand-chose à faire, de dédaigner les « prolétaires mous » et les « humanistes timides »... Les désirs de révolte existent même en dehors de nos cercles restreints.

Acculés à la défensive

Le thème du racisme n'est pas le fond du problème. Il n'est qu'un masque plaqué sur la crise sociale, sur le développement de la misère. Mais il sert de catalyseur à toutes les ambitions autoritaires. Les droites extrêmes ou dures l'ont compris depuis longtemps. En libérant les discours racistes que les horreurs du nazisme avaient rendus honteux, elles ont trouvé le chemin de la rue, des queues de supermarchés, des places de villages, des cafés du commerce. En leur abandonnant ces terrains-là, on se condamne à l'impuissance.

Qui vient à nos réunions ? La plupart du temps des initiés. D'une certaine manière, nous nous parlons à nous-mêmes. Dans l'action, nous sommes acculés à la défensive : battre le pavé de rage après de sanglantes bavures ; être réduit à déplorer les profanations de cimetières juifs et de mosquées ; ne

se mobiliser que lorsque le gouvernement invente une nouvelle loi ; compter les chômeurs et les expulsés ; regarder les prisons se remplir...

Nous ne voulons pas baisser les bras, nous contenter de nous forger une difficile bonne conscience dans la routine militante. Pour la plupart, nous sommes chômeurs ou précaires, rares sont nos ancêtres qualifiables de

dien, de le dénoncer systématiquement et de développer les actions collectives. L'entreprise qui risque le boycott de ses produits ou l'insulteur qui risque le tribunal assumeront leurs actes. Les perdants doivent changer de camp.

Le racisme n'est qu'une conséquence du vrai problème qui est celui d'une « société à plusieurs vitesses », créatrice de misère et d'exclusion. Certes, la misère se combat globalement en dénonçant le système et en prônant des transformations radicales. Mais en attendant le « matin du grand soir », la misère... les misères concrètes sont là.

L'anarchisme se construit sur l'entraide

« Français de souche ». Nous vivons en des lieux où le racisme est banal. Nous avons conscience que même si ce n'est pas toujours satisfaisant, nous devons nous battre sur le terrain du quotidien, des idées simples, des actes clairs. C'est là que nous devons reprendre l'offensive.

Le thème de la campagne donne le ton de ce que va être l'agitation anarchiste en Moselle et en Alsace, au moins durant une année. « C'est la misère qu'il faut abattre, pas l'étranger, pas l'exclu... Racisme = poison ».

L'antiracisme est le point de départ, le leitmotiv d'actions et de conférences beaucoup plus larges et variées dans leurs approches des questions politiques et sociales : de la condamnation de l'extrême droite au partage du travail en passant par les luttes contre les lois d'exclusion. Mais nous voulons aller plus loin, de manière très terre à terre. Débats, journées de rencontres libertaires (la première prévue en janvier 1994) n'auront un sens que si cela débouche sur des actions concrètes.

Nos régions ont la réputation d'être peu accueillantes vis-à-vis de l'immigré qui n'a pas le portefeuille bien rempli du touriste. Osons affirmer le refus du racisme par la diffusion massive de badges, d'autocollants, d'affichettes chez les commerçants de proximité.

Les brutalités d'outre-Rhin commencent à insinuer la peur. Or, celle-ci doit changer de camp. Mais la violence spectaculaire n'est que la partie émergée de l'iceberg. De simples réseaux de vigilance suffisent à la combattre. La brutalité n'est forte que face à l'isolement. Un réseau de vigilance, ce n'est rien d'autre que l'échange de numéros de téléphone et surtout la ferme intention de se mobiliser. Le rôle des libertaires est de susciter les prises de contact, les réflexes de solidarité.

La violence physique n'est, et de loin, qu'exceptionnelle. Il est des violences plus réelles : contrôle systématique au faciès, refus de logement, refus d'emploi sous prétexte d'origine et de look... Les réseaux de vigilance constituent le moyen de repérer le racisme quoti-

« L'anarchisme se construit sur l'entraide. Une entraide réelle, concrète, efficace, loin de l'esprit de charité. La solidarité de ceux qui prennent leurs affaires en charge peut être dans sa quotidienneté une démarche révolutionnaire. En partant de l'agitation antiraciste, nous visons la création de dynamiques d'entraide. Lorsque dans les quartiers ou les villages naît la conscience que l'on peut prendre ses affaires en main, les pouvoirs perdent de leur puissance. Cette conscience ne se bâtit pas avec des mots, il y a des barrages à briser ; l'habitude d'être assisté ; la crainte de la répression sous toutes ses formes ; la suspicion d'être embrigadé. Cela se construit par la contagion d'exemples, de par des actes simples : l'échange de tuyaux sur les jobs et les logements disponibles ; l'échange de biens ; l'utilisation des compétences des uns et des autres ; les coups de main...

Dans un article, la liste des possibles est interminable ; sur le terrain, elle est du domaine de l'imagination et du bon sens. Il s'agit d'un travail de fond, de fourni. Notre objectif est d'adapter la propagande par le fait aux réalités de l'heure.

O. B.-H.
(Gr Ne Plus Subir - Moselle/Bas-Rhin)

Contacts :

— Moselle : Ne Plus Subir, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach ;
— Bas-Rhin + Moselle-sud (Sarreboulevard) : Ne Plus Subir, BP 58, 63260 Sarre-Union.

Numéro hors-série Léo Ferré

Une affiche (A3) a été publiée pour promouvoir ce numéro exceptionnel. Le paquet de 100 est disponible au prix de 35 F (port compris) à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico).

PSYCHIATRIE

Tracasseries administratives à l'encontre de Bernard Petillot

Bernard Petillot est infirmier à l'hôpital psychiatrique de Sotteville-lès-Rouen. Il est en grève depuis le 4 janvier 1993 pour obtenir l'annulation de sa mutation, jugée arbitraire.

A l'origine de cette décision prise le 14 décembre 1992 par la direction de l'hôpital psychiatrique : un conflit ouvert depuis plusieurs années entre elle et Bernard Petillot sur l'essence même de la psychiatrie ; des tracasseries administratives ; une révolte individuelle contre l'arbitraire hiérarchique.

Depuis, la direction a jugé bon de transformer cette grève en « absence illégale depuis le 16 février 1993 », nouveauté inventée par le directeur dans un rapport du 15 juillet sous le prétexte que le syndicat CGT de l'hôpital psychiatrique avait alors cessé de reconduire le préavis de grève, préavis qui a pourtant été repris quotidiennement depuis par la fédération CGT-Santé. La grève est donc légale. Une telle « absence illégale » de plus de huit mois aurait même largement autorisé la direction au licenciement de Bernard, ce qu'elle n'a pas fait. Au contraire, elle a décidé de le convoquer face à un conseil de discipline le 16 septembre prochain pour le « motif » suivant : « le refus de M. Petillot d'exécuter depuis le 16 février 1993, la décision du 14 septembre 1992 le mutant à l'internat commun de Psychiatrie infanto-juvénile constituant un manquement à l'obligation d'obéissance motivant la saisine du conseil de discipline. »

Nous vous livrons des extraits d'une interview réalisée par Claude Sigala, animateur du lieu-de-vie Le Coral d'Aimargues (Gard).

Claude Sigala : Peux-tu nous résumer les faits ?

Bernard Petillot : [...] Septembre 1991, pour me défendre de tracasseries administratives hiérarchiques trop répétées, je fais un écrit public : je demande qu'on me lâche la grappe. [...] Mais en octobre 92, je tente d'enrayer, sans succès, un énième transfert, celui de Yann, dans l'HPH de force de Cadillac. Simultanément, Alain Gouiffes, psychiatre et chef du 5^e secteur, demande alors ma mutation dans un autre service du CHS : j'aurais franchi, par mon écrit de l'an passé (1), « la ligne rouge », dit-il, tout en affirmant « ...ne pas souhaiter que s'instaure une police des comportements... ».

C.S. : Ton combat se situe autour des libertés individuelles fondamentales contre l'enfermement. Quel est le bilan que tu

fais en 1993 de la psychiatrie institutionnelle ?

B.P. : Outre que j'essaie que ces libertés ne soient plus bafouées, je désire dans mon travail : contribuer à une ré-appropriation par les personnes psychiatisées d'un pouvoir sur leur propre vie ; faciliter la construction d'une alternative à ce qui paraît scellé ; cesser de présenter à des gens leur avenir comme pré-établi, organisé d'avance ; cesser de penser, prévoir, agir la vie d'autres gens à leur place ; cesser de parler sur eux pour parler avec eux ; créer des conditions qui incitent à ce que ce soit eux-mêmes qui fassent leur propre projet d'avenir plutôt que de les faire adhérer au projet que de prétendus soignants auraient fait « pour eux », à leur place. Je désire donc contribuer autant que possible à la création de situations propices à l'émergence de

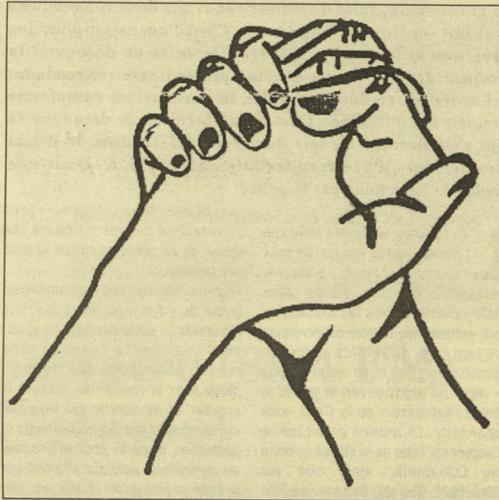
désirs de construction par chacun de sa propre existence à sa propre mesure, et à l'expression de ces désirs.

Un bilan 1993 de la psychiatrie ? La vie est ailleurs ! [...] La psychiatrie, ce qui se pratique réellement dans les hôpitaux psychiatriques, l'aliénation thérapeutique, doit être défaite, absolument.

C.S. : Comment juges-tu le soutien ou le non-soutien de la profession, des travailleurs sociaux, des psychiatres ?

B.P. : Ce non-soutien est naturel : je tends à la ruine des professions de police moderne au bénéfice d'un autre possible, fondé sur la primauté du vivant, fondé sur un « syndrome d'attitude » fait de don, responsabilité, respect, sollicitude, écoute. [...]

C.S. : Quelles réponses penses-tu qu'il soit possible d'apporter



à ceux que l'on nomme « différents » ?

B.P. : J'en imagine... Elles ne sont jamais définies d'avance ! Elles ne peuvent être portées que par le désir d'être avec, de vivre avec, et non par ce « cannibalisme existentiel » (dixit Thomas Szasz) qui me semble si caractéristique de ceux qui font la psychiatrie et ses alentours... Ce que vous essayez de réaliser au Coral, ou dans d'autres lieux de vie, ce que je perçois des tentatives de Howard Buten, me semblent aller dans le sens de ces réponses. [...]

C.S. : Et toi, maintenant ?

B.P. : D'abord, j'ai à cœur de faire annuler cette décision inique de ma

mutation pour comportement troublant les encadreurs de toutes sortes. [...] J'ignore l'issue, le résultat de cette grève. Ce que je sais de mieux en mieux : je ne veux pas de la psychiatrie, la psychiatrie ne veut pas de moi. Sans doute, il m'est temps de désobéir vraiment : avec plus de conscience pour la réalisation de ce qui me tient à cœur. D'où la perspective que j'ai de création d'un lieu-de-vie, dans l'esprit que je t'ai décrit.

Le dossier complet de ce conflit est disponible en écrivant à : **Bernard Petillot, Poste restante, 76300 Sotteville-lès-Rouen.**

LE MANS

Des travailleurs sociaux en procès

Le 4 octobre, aura lieu au Mans le procès de six personnes (dont celui de notre camarade Jean-Pierre Rochard) travaillant au sein de l'association Montjoie, spécialisée dans le placement familial de jeunes. La genèse de ce procès remonte au 11 décembre 1992, date à laquelle un jeune majeur avait abusé sexuellement d'un enfant de 7 ans, alors que tous deux avaient été placés au sein de la même famille (cf. ML n° 921).

En tant qu'anarchistes, nous ne pouvons qu'être solidaires de personnes subissant une répression patronale et judiciaire. Mais nous affirmons que ce procès est avant tout un procès politique. Il n'arrive pas par hasard et vise un secteur militant.

Ce n'est pas un hasard, car les seules personnes ayant été mises en prison, mises au secret (en théorie loi

d'exception...) sont Bernard Chouraki et Jean-Pierre Rochard, ayant milité et militant toujours pour le respect de l'éthique et de la déontologie du travail social.

Ce n'est pas un hasard, car Bernard Chouraki était président du Syndicat de la Psychiatrie et Jean-Pierre Rochard président de Sarthe Travail Social.

Ces travailleurs sociaux passent en procès pour n'avoir pas immédiatement averti la police et la justice, ayant préféré faire, dans un premier temps, face à la détresse des jeunes en les aidant psychologiquement.

Cette affaire a été l'occasion rêvée pour certains de se débarrasser de personnes dont l'engagement militant dans le domaine psychiatrique et les méthodes de travail non répressives les gênaient depuis longtemps.

Ce n'est pas un hasard, car Jean-Pierre Rochard avait effectué l'année dernière une grève de la faim au cours de laquelle la direction mettait en avant, devant la presse, son caractère anarchiste.

Oui, Jean-Pierre Rochard est anarchiste et adhère à la Fédération anarchiste. Et alors ? Léo Ferré, lui, a le droit d'être

anarchiste, et à sa mort, reçoit même des honneurs de Mitterrand à Toubon. Mais un militant anarchiste qui tente, dans le cadre de son travail, de trouver une alternative à la délinquance...

C'est le pouvoir politique par l'intermédiaire de la justice, véritable larron de ce premier, qui s'attaque à un secteur militant.

L'ordre moral est de retour, les commissariats deviennent de moins en moins sûrs, on remet en cause toutes sortes d'acquis... Si dans les années 60 ou 70, on réprimait les secteurs militants, associatifs... naissants, aujourd'hui, on tente de détruire ces derniers.

Pour ces raisons, nous devons absolument nous mobiliser en

masse pour dire non au pouvoir et à cette la justice.

Groupe FA du Mans

Manifestation au Mans
lundi 4 octobre
rendez-vous à la gare
à 12 h

permanence téléphonique
du groupe FA
du 26 au 30 septembre
et le 3 octobre de 20 h à 24 h
au 43.85.02.16 (renseignements,
possibilités d'hébergement...)

DANEMARK

« Non » anarchiste à Maastricht et tirs policiers contre les anti-CEE

La Croix noire anarchiste danoise (Sorte Kors) édite un bulletin en anglais, *News from Denmark*, de deux pages. Dans le second numéro de 1992 et le premier de 1993 (que nous n'avons reçu que récemment) est abordé, entre autres sujets, la question du traité de Maastricht et des deux référendums qui ont eu lieu au Danemark. C'est l'occasion pour les lectrices et lecteurs du *Monde libertaire* de découvrir la position des anarchistes danois à propos de ces référendums, à l'heure où, en dépit du traité, la construction européenne connaît des difficultés. C'est aussi l'occasion de découvrir ce qui s'est déroulé au soir du second référendum, le 11 mai dernier, lors d'une manifestation anti-CEE, à savoir une fusillade de la foule par la police.

Le 15 avril 1992, une vingtaine d'anarchistes venant de sept villes danoises s'étaient rassemblés pour une réunion nationale ouverte à tous les socialistes anti-autoritaires. Quatre observateurs venant de différents groupes gauchistes y ont donc aussi assisté « dans un esprit ouvert et positif », selon l'expression de la Croix noire anarchiste. La réunion devait mettre l'accent sur l'état de la classe ouvrière au Danemark, ainsi que sur Maastricht. Elle aborda l'analyse faite par V. Rasmussen dans *Direkte Aktion*, publication anarcho-syndicaliste, selon laquelle la classe ouvrière n'est plus une force révolutionnaire potentielle au Danemark ; la plupart des travailleurs disposant de bonnes conditions matérielles et étant indirectement propriétaires des moyens de production à travers les fonds des syndicats. « La seule force subversive actuellement serait le groupe croissant de marginalisés. Cette analyse fut critiquée par les "anarchistes-autonomes" en raison de sa non prise en compte des luttes dans le tiers monde ainsi que par les "anarcho-

syndicalistes de lutte de classe" en raison de sa défiance envers la lutte des travailleurs. »

La réunion trancha également en faveur du « non » au référendum sur Maastricht. « Cette décision fut quasiment unanime. La raison de cette position non-traditionnelle réside en partie dans la volonté de "secouer le cocotier" et de montrer que les politiciens ne sont pas en accord avec la population, en partie pour se dissocier du centralisme politique proposé par le traité de Maastricht et pour promouvoir une fédération européenne de sociétés indépendantes, basées sur l'autogestion et l'aide mutuelle. »

Campagne pour le « non »

On se souvient que le résultat du premier référendum, le 2 juin 1992, avait été la victoire du « non » avec 50,7% des suffrages exprimés ; ce qui avait contraint la classe politique danoise à obtenir des aménagements mineurs du traité et ainsi pouvoir procéder à un nouveau référendum qui eut lieu le 18 mai 1993. La Croix

noire anarchiste et le collectif *Direkte Aktion* avaient de nouveau pris position en faveur du « non », position qui fut confirmée le 8 mai lors d'une réunion anarchiste dans la ville d'Aarhus. Le résultat du référendum fut de 57% en faveur du « oui ». La Croix noire anarchiste considère néanmoins que « le non massif fut une sorte de victoire et que l'évolution économique et politique en Europe, l'an dernier, est sans doute le pire obstacle pour une union européenne, quelle qu'elle soit. »

La Croix noire anarchiste revient également sur la manifestation qui eut lieu le soir-même du référendum à Copenhague, manifestation tragique puisque pour la première fois au Danemark depuis la Seconde Guerre mondiale, la police a tiré sur la foule : « Des groupes "autonomes" (mélange de socialistes indépendants allant des anarchistes aux marxistes-léninistes) avaient décidé de mener une action la nuit du référendum. Ils avaient projeté de "libérer" un quartier du centre de Copenhague, *Norrebro* [quartier ouvrier traditionnel, investi également par de solides squatts et des collectifs autonomes de locataires] quel que soit le résultat du vote. [...] A 22 h 30, des barricades furent dressées pour bloquer les rues centrales desservant *Norrebro*, et les munitions (pavés) furent rassemblées. » Le bulletin de la Croix noire anarchiste mentionne l'inexpérience des forces de police, apparemment surprises (elles ne sont arrivées qu'une heure plus tard ; le gros des troupes étant affecté à la protection des bâtiments officiels, il avait fallu faire appel, en partie, à des élèves policiers). Selon la police, la fusillade aurait eu lieu pour défendre un groupe encerclé par des activistes

« organisés de manière militaire », assommant des policiers en des « vagues successives de jets de pierres et de boules ». Toujours selon la police, les membres des forces de l'ordre tombés à terre étaient la cible privilégiée des émeutiers. Le tir à balles réelles n'aurait eu lieu qu'à une seule occasion, pour protéger la vie des policiers.

Des faits controversés

La Croix noire anarchiste conteste cette version des faits, affirmant que la police n'a pas tiré à une seule reprise mais au moins à trois. Selon elle, « à aucun moment des policiers ne sont restés à terre sans aide au milieu de la bataille. Au début, la police a tenté de percer les barricades grâce à l'usage intensif de gaz lacrymogènes [...]. La police a demandé du renfort, mais au même moment, elle recevait un appel à l'aide des forces anti-émeutes. Un cordon de seulement 24 policiers fut donc placé devant les 200 à 300 activistes présents. Des policiers en civil [...] passèrent derrière ce cordon et en prirent le commandement. Ils exigèrent que celui-ci continue à avancer face à la force, pourtant supérieure, des manifestants. [...] Le cordon ne s'arrêta qu'une fois au centre des affrontements, au square *Hans Tors*, où les travaux de voirie fournirent nombre de "munitions" aux activistes (ce qui explique les "vagues d'assaut", les activistes n'ayant pas d'entraînement militaire, mais un gros stock de pavés sous la main). Afin d'éviter une retraite qui leur aurait fait perdre la face, les forces anti-

émeutes ont ordonné de tirer. [...] Ceci se passa vers minuit. Mais quand les renforts sont finalement arrivés, la police a tiré encore deux fois au moins. »

La Croix noire anarchiste rapporte ensuite les brutalités policières : elle mentionne un reportage télévisé montrant trois ou quatre policiers en train de matraquer un activiste maintenu face contre terre, et lui disant : « Tu te souviens de Benjamin ? Ça aurait pu être toi ! ». Benjamin est un membre d'un groupe de jeunes libertaires (*Bornemagt*) qui fut brutalement arrêté le soir du nouvel an 1991 ; il est toujours dans le coma et sans espoir d'en sortir. Des policiers ont été mis en cause par la presse écrite et la télé en raison de leur comportement brutal, digne d'une « vendetta de Rambo contre les "autonomes". »

Seize personnes furent mises en garde à vue jusqu'au 1^{er} juin et inculpées. Le 19 mai, le ministre de la justice avait apporté son soutien à la police, mais il fut forcé, quelques jours plus tard, de demander une enquête « indépendante ». Selon la Croix noire anarchiste, l'instruction ne pourra pas commencer avant quelques mois encore, le temps de juger les seize manifestants inculpés. Une manifestation de 2 000 personnes a eu lieu le 20 mai contre l'emploi d'armes à feu par la police.

Infos transmises par le secrétariat aux Relations Internationales de la FA

Contacts :

— Sorte Kors c/o Peter Bach, Strandvejen 93, 4200 Slagelse, Danemark ;
— *Direkte Aktion*, Postbox 303, 1502 Copenhague, Danemark (en danois).

Barcelone :

exposition internationale sur l'anarchisme

27 septembre - 10 octobre 1993

Programme prévisionnel

Expositions

Ouverture à 10 h le 27 septembre : présence internationale de l'anarchisme ; Francisco Ferrer i Guardia et l'École moderne ; art et anarchie ; l'anarchisme ibérique.

Présentation publique du projet
Salle de l'Auditorium, le 27 à 19 h.

Débat central

« L'anarchisme devant la crise des idéologies » (cinq sessions)

• vendredi 1^{er} octobre, à 19 h : « Ethnie, Nation, Etat » avec René Lourau (Paris), Javier Sadaba (Madrid) et Josep Alemany. Coordinateur : Luciano Ianza (Milan).

• samedi 2 octobre, à 11 h 30 : « Individu, Communauté, Société. » avec Cornélius Castoriadis, Agustín García Calvo (Madrid), Julia Varela (Madrid) et Mary Nash (Barcelone). Coordinateur : Edouard Colombo (Paris).

• samedi 2 octobre, à 19 h : « Au delà de la démocratie » avec Noam Chomsky (Etats-Unis), Tomas Ibanez (Barcelone) et José Luis García Rau (Grenade). Coordinateur : Amedeo Bertolo (Milan).

• dimanche 3 octobre, à 19 h : avec René Dumont, Alfred Max Neel (Chili) et Abraham Guillen (Madrid). Coordinateur : José Manuel Naredo (Madrid).

• dimanche 3 octobre, à 18 h : « Une utopie pour le XXI^e siècle » avec Murray Bookchin (Etats-Unis), Colin Ward (Angleterre) et Isabel Escudero (Madrid). Coordinateur : Gerard Jacas (Barcelone). Débats ouverts (Salon des Actes, 19 h)

• mardi 28 septembre : « Ecologie : la ville et la campagne » avec Edouard Masjuan (Barcelone), Franco Buncuaga (Italie), Groupe écologiste et Collectivité de Los Arenalejos (Malaga).

• mercredi 29 septembre : « Moyens de communication » avec Eliseo Bayo (Barcelone) et les Collectifs Contra Banda, Virus, *Letra A* et le journal *CNT*.

• jeudi 30 septembre : « Science et anarchisme » avec Juan Peries (Paris), Antonio Lopez Campillo (Madrid) et le Collectif « Médecine alternative ».

• lundi 4 octobre : « Travail alternatif » avec Horst Stowasser (Allemagne) et divers collectifs.

• mardi 5 octobre : « Militarisme » avec le Collectif Campi (Barcelone).

• mercredi 6 octobre : « Enseigner ou apprendre » avec Pere Sola (Barcelone) et Collectif Paideia (Mérida).

• jeudi 7 octobre : « Féminisme/postféminisme » avec Mujeres Libres (Barcelone) et Eloisa Castellanos (Paris).

• vendredi 8 octobre : « Marginalisation sociale » avec Ignacio Llorens (Majorque).

• samedi 9 octobre : « Anarcho-syndicalisme » avec Pepe Gomez (Puerto Real) et Miguel Corras (Badalona).

Cinéma et audiovisuel

Semaine de cinéma libertaire, filmothèque de Catalogne ; sessions continues de projections vidéos, salle de projection du Centre civique de Sants.

Théâtre (trois ensembles scéniques)

Concerts : El Cabrero (Séville), Paco Lucia (Madrid), Luis Llach (Barcelone), Moustaki (Paris), Carlos Molina (Montevideo), Renaud (Paris) et Daniel Viglietti (Paris)

Un espace ouvert sera disponible pour les interprètes non conscrits.

Exposition internationale
Centre civique de Sants, Barcelone

RENDEZ-VOUS

BRUXELLES (BELGIQUE)
Le groupe Vladimir-Yapadchev organise le vendredi 17 septembre au Gernika (65, rue du Midi, 1000 Bruxelles) une soirée « SIDA » avec Act-up.

Au programme :
- 20 h : vidéo sur un camp d'internement pour séropositifs, conçu par les Américains, en Haïti ;
- 21 h : rencontre avec Act-up-Bruxelles.

Le groupe Yapadchev organise également une soirée-cabaret au 65, rue du Midi, le dimanche 19 septembre.

CHERBOURG/OCTEVILLE
Les permanences du groupe FA de Cherbourg reprendront chaque premier samedi du mois à partir d'octobre, au foyer Jacques-Prévert d'Octeville à 17 h.

Par ailleurs, pour contacter la FA sur Cherbourg (Manche) et Vire (Calvados) ou pour se procurer (contre un timbre à 2 F 80) le *Pépin noir* (feuille d'expression libertaire du groupe de Cherbourg), écrivez au GREL, BP 12, 50130 Octeville.

LA LOUVRIÈRE (BELGIQUE)
A l'initiative du groupe Otchaïanié de la FA de Bruxelles, une fête libertaire est organisée à La Louvière, le samedi 11 septembre au Palace, place Jules-Mansart.

Au programme :
- 14 h : stands, bar, musique, vidéos, exposition de dessins de Guy Ferdinand, petite restauration ;
- 17 h : causerie animée par Philippe Pelletier (groupe Nestor-Makhno de Saint-Etienne) sur le thème suivant : « La proposition anarchiste » ;
- 19 h : spectacle de poésie avec Guy Ferdinand et Denys-Louis Colaux ;
- 20 h : chants folkloriques wallons (René Binamé et les Roues de secours, Passwar et les Bschrouks, Dow Jones et ses Bourses).

Entrée : 150 francs belges.
Otchaïanié c/o Fédération anarchiste, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles.

LILLE
« BENOÎT-BROUTCHOUX, LE MINEUR ANARCHISTE »

A l'occasion de la sortie du film *Germinal*, le groupe Humeurs Nôtre de la FA, le Centre culturel libertaire et la CNT organisent une conférence-débat sur Benoît-Brouchoux, l'anarcho-syndicaliste des mines, le samedi 2 octobre à 15 h.

Cette conférence aura pour thème : « Culture ouvrière, syndicalisme et révolution au début du siècle... et aujourd'hui ». Elle sera animée par Phil et Callens, auteurs de la BD consacrée à Brouchoux, ainsi que par plusieurs chercheurs universitaires et militants syndicalistes. Pour tout renseignement concernant le lieu de la conférence et la liste des intervenants ou encore si vous avez un parent ou grand-parent « Brouchoutiste » désireux de témoigner, écrivez au CCL, 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille ou téléphonez au 20.47.62.65.

D'autre part, une réédition des *Aventures épatantes et véridiques de Benoît-Brouchoux* (titre de la BD consacrée à cet anarcho-syndicaliste original et gouailleur) sera mise en vente fin septembre. On peut d'ores et déjà la commander contre un chèque de 60 F à l'ordre du CCL à l'adresse ci-dessus.

MERLIEUX (AISNE)
Le 19 septembre, Merlieux deviendra « un village du livre, l'espace d'un dimanche ». A l'occasion de cette foire aux livres (avec concert de jazz en soirée), la librairie du Monde Libertaire, en collaboration avec le groupe Kropotkine de Merlieux/Anizy-le-Château, tiendra un stand de 10 h à 18 h.

ACTION DIRECTE

Les chômeurs-insoumis

« Opposés à la direction, deux employés s'enferment dans un local », ainsi titrait le quotidien *l'Echo républicain* du mercredi 2 juin dans son édition de Chartres (Eure-et-Loir).

A trois reprises, nous avions averti notre directeur des ressources humaines que nous n'en resterions pas là. Il nous a répondu finement : « Allez-y, attaquez-nous en justice, nous sommes dans "notre droit" ». Evidemment, en nous offrant après quatre ans et demi de boulot une indemnité de licenciement de 3 800 F, ils sont « dans leur droit ».

La légitimité se fout « du droit », et la direction de cette usine d'équipements pour l'automobile, de Chartres, a été très surprise, le 1^{er} juin, quand elle a découvert que la vingtaine d'agents de maintenance ne pouvait prendre son travail à cause de deux « chômeurs-insoumis » barricadés dans leur atelier. Et par voie de conséquence, les machines en panne un peu partout dans l'usine (quatre cents personnes) ne pouvaient être réparées.

L'huissier, mandé pour constater l'assignation en référé ne nous ont pas ébranlés. Le syndicat CGT, majoritaire, a regretté de ne pas avoir été consulté, raffirmé que ces méthodes n'étaient pas les siennes, mais il nous a accordé son soutien total, et ce sont ses délégués qui nous ont aidés à mener les négociations. La solidarité unanime et sans faille des copains et copines nous a beaucoup touchés. Nous étions, mon pote Patrick et moi, comme des « coqs en pâte », nourris, abreuvés, encouragés par ces « chômeurs-virtuels » que sont à peu près tous les salariés. La presse locale a bien joué le jeu. La TV régionale aussi, et tout de suite après la diffusion de son reportage sur notre action, soit après 46 h d'occupation de notre atelier, la direction a accepté de négocier. Jusqu'au bout, elle a essayé de nous rouler, en nous tendant des pièges plus ou moins grossiers. Notre détermination a eu raison de son arrogance, et elle a servi de détonateur à un conflit latent de plusieurs semaines.

Nous sommes sortis avec un gros chèque. C'est une chose importante et symbolique. Mais surtout, nous avons montré aux copains que si au lieu de s'en aller en courbant le dos devant le patron, on se retournait en montrant les cornes, on pouvait limiter les dégâts (nous aurions pu tout aussi bien négocier le maintien de nos postes supprimés pour économies hypothétiques).

Maintenant, le syndicat à qui nous devons certainement au moins 70% de notre réussite, nous remercie ! Depuis des lustres, l'action « illégale » n'existe pratiquement plus dans le monde du travail. C'est du syndicalisme mou. Le patron est redevenu le seigneur tout puissant. Il nous divisait, nous voilà ressoudés. Les équipes (3X8), qui se connaissent à peine, se sont rencontrées. Les délégués CGT ont découvert en nous des revendicatifs subversifs qu'ils ne soupçonnaient pas, et ça les a beaucoup stimulés. Ils ont élargi les négociations et obtiendront certainement bientôt des résultats.

La presse locale a repris complaisamment notre terme « chômeurs-insoumis », ce qui est important à nos yeux.

Nous avons discuté avec les copains et commencé à faire passer le message suivant : « Le chômage n'est pas un problème. On s'en fout. On est même heureux que la machine fasse le boulot à notre place. Nos doigts, nos poumons, sont mieux dans la nature ou dans les bibliothèques que dans l'enfer industriel. Ce qui est important, c'est le partage des ressources, des richesses produites. Nous les prolétaires, nous pouvons partager le travail entre nous et avec les machines. Mais les richesses, nous n'en avons pas, et ce sont les patrons qui doivent les partager. Le partage des salaires ne doit pas être accepté par les salariés, du moins ceux, et ils

J.F. Amary nous raconte son aventure survenue le mardi 1^{er} juin chez Draftex, une société spécialisée dans les joints en caoutchouc pour l'industrie automobile, située à Beaulieu.



« Moins de travail, c'est des loisirs pour se cultiver, se détendre, s'aimer... »

sont nombreux, à 5 000 balles par mois. Moins de travail, c'est des loisirs pour se cultiver, se détendre, s'aimer... Il serait bon aussi d'utiliser ce temps libre pour chercher comment aider nos camarades "nouveaux esclaves" du tiers monde à se libérer, à revendiquer leurs droits face au patronat occidental qui les exploite honteusement. »

Il y a encore du boulot, mais nous avons donné un petit exemple de résistance. Espérons que ça donnera des idées aux autres. « Nous vaincrons car nous sommes les moins cons », avions-nous affiché aux fenêtres de notre atelier.

Nous sommes surtout les plus nombreux, et sans notre collaboration, le patronat ne peut rien faire.

De la même façon que les gouvernés sont plus nombreux que les gouvernants. Personne, il y a peu, n'aurait pensé que ces idées pourraient être affichées sur les panneaux syndicaux de notre usine. C'est fait.

On continue ?

J.-F. Amary

SOMMAIRE

PAGE 1 : Israël-Palestine : la paix obligée, Edito : l'antifascisme révolutionnaire est-il soluble dans la social-démocratie ?
PAGE 2 : Bonaventure c'est parti !, Souscriptions mensuelles ML.
PAGE 3 : La facture Ballardur, Un toit c'est un droit.
PAGE 4 : Résistance face au racisme, Nouvelles du front, Associations.
PAGE 5 : Tracasseries administratives à l'encontre de Bernaïd Petillot, Des travailleurs sociaux en procès.
PAGE 6 : Danemark : « non » anarchiste à Maastricht et tirs policiers contre les anti-CEE, Barcelone : exposition internationale sur l'anarchisme du 27 septembre au 10 octobre 1993.
PAGE 7 : Artigues 93 : « Notes en bulle », Nouvelles grille de Radio-Libertaire.
PAGE 8 : Les chômeurs-insoumis, Infos FA.

A l'initiative du groupe Henry-Poullaille de Saint-Denis

« PIK NIK » de rentrée des anarchistes de la région parisienne

DIMANCHE 19 SEPTEMBRE - 11 H

Parc paysager de La Courneuve (Seine-Saint-Denis)

au bord du « Lac des Brouillards »

Dans une ambiance fraternelle et un environnement agréable, des discussions sont prévues avec les groupes FA de la région parisienne, mais on peut aussi apporter un ballon, des dominos... sans oublier le repas.

Accès transports en commun : tramway 1, six routes de La Courneuve, puis bus 150/250 ; RER B Aubervilliers-La Courneuve, puis 150/250 ou 149 ; RER B Le Bourget, puis 133 ; métro 7 Fort-d'Aubervilliers, puis 250 ; métro 13 Saint-Denis-Porte-de-Paris, puis 153.

Accès voiture : RN 301, six routes de La Courneuve, direction Stains ; autoroute A1, sortie Stains ; CD 114 direction Dugny.

En cas de pluie, le pique-nique serait reporté au dimanche 26 septembre, même lieu et même heure. En cas de doute, appelez le 48.05.34.08 (répondeur).